



LES FILS DE LA LIBERTÉ.

C'était dans le mois de juin mil huit cent trente-sept. Lord Gosford, gouverneur du Bas-Canada, venait de lancer une proclamation qui interdisait les assemblées publiques, et ordonnait aux magistrats d'empêcher le peuple de se réunir. Des groupes de citoyens se formaient sur les places publiques, à Montréal, pour lire cette proclamation, et partout éclataient des murmures d'indignation. "Il n'y a qu'un moyen de répondre à cette insultante proclamation," cria du sein de la foule, M. Pierre Jodoin, "c'est de convoquer immédiatement une assemblée."

Les patriotes commencèrent dès lors à discuter la nécessité de s'organiser pour faire respecter leurs droits de citoyens et repousser la violence. Ce projet n'eut pas de suite immédiatement, mais après la dissolution de la Chambre d'Assemblée, au mois d'août, on résolut de le mettre à exécution. L'excitation des patriotes, les menaces des bureaucrates et le langage de leurs journaux faisaient croire que des conflits auraient lieu bientôt.

On crut que le meilleur moyen de réussir était de s'adresser à la jeunesse de Montréal, de la décider à former une puissante association et d'inviter les jeunes gens à en faire autant partout ailleurs. La jeunesse accueillit avec transport ce projet; depuis longtemps déjà elle brûlait de manifester son zèle pour la cause nationale, de prendre une part plus active dans les événements de l'époque.

Le cinq septembre mil huit cent trente-sept, l'association des Fils de la liberté était solennellement proclamée dans une assemblée nombreuse tenue à l'hôtel Nelson, sur la place Jacques Cartier. Ce fut une grande démonstration; des discours véhéments furent prononcés par MM. Robert Nelson, André Ouimet et Edouard Rodier; un corps de musique mit le comble à l'enthousiasme en faisant entendre après chaque résolution de patriotiques fanfares.

Les Fils de la liberté ne voulurent pas se séparer sans aller offrir leurs hommages à l'honorable Louis-Joseph Papineau et à l'hon. D. B. Viger. Ils allèrent, musique en tête, sous les fenêtres des deux patriotes qui les félicitèrent chaleureusement d'avoir si patriotiquement répondu à l'appel de leurs chefs.

"En avant" fut la devise choisie par les Fils de la liberté. C'était une organisation moitié civile moitié militaire, composée de deux branches qui devaient travailler, l'une par les discours et les écrits, et l'autre par la force des armes, si c'était nécessaire, au progrès et au triomphe de la cause populaire, préparer le peuple à la conquête de son indépendance.

M. André Ouimet fut nommé président de la partie civile avec MM. Jean Louis Beaudry et Joseph Martel, comme vice-présidents. M. T. S. Brown fut fait général de la partie militaire; le général avait sous ses ordres six officiers ou chefs de sections représentant chacun une division militaire de la ville. Les chefs de sections étaient MM. Chamilly de Lorimier, avocat, George de Boucherville, avocat, Docteur H. Gauvin, Rodolphe Desrivères, commis de banque, et François Tavernier, bourgeois.

Plusieurs des membres les plus ardents de l'association des Fils de la liberté sont aujourd'hui des citoyens paisibles qu'on ne soupçonnerait pas d'avoir été aussi terribles dans leur jeunesse; plusieurs même sont deve-

nus les colonnes du trône, les sujets les plus fidèles de Sa Majesté.

Dans les premiers jours d'octobre, le comité des Fils de la liberté lança un manifeste ou une adresse au peuple pour faire connaître leurs vues et leurs sentiments. Ce manifeste, au style diffus et aux théories scabreuses, renfermait beaucoup d'idées justes, de nobles sentiments. Il proclamait qu'il fallait attribuer à l'état colonial tous les maux et les abus dont le Canada avait à se plaindre, que le peuple canadien devait donc se tenir prêt à profiter de la première occasion qui lui serait donnée d'obtenir son indépendance.

Un passage nous a frappé. Les Fils de la liberté promettent de mettre de côté les frivolités de la jeunesse pour se consacrer à l'étude de la politique, des besoins et des ressources du pays, d'augmenter la richesse publique en encourageant les manufactures et les produits industriels du pays.

Cette idée, qu'on doit chercher la prospérité du pays dans l'encouragement de l'industrie nationale, n'est pas nouvelle, comme on voit, et les Fils de la liberté, qui étaient de bons patriotes, ne pouvaient manquer de l'avoir. Ils la mirent en pratique en s'habillant la plupart d'étoffe du pays de pied en cap. De toutes leurs idées c'était bien la meilleure et il serait à souhaiter qu'on eût, à notre époque, le patriotisme d'en faire autant.

Les Fils de la liberté contribuèrent beaucoup à surexciter les esprits et à fortifier les espérances des patriotes. Des associations se formèrent, à leur exemple, et les jeunes gens de la campagne s'organisèrent pour être en état de se défendre ou d'attaquer au besoin.

Les Fils de la liberté avaient des assemblées publiques presque toutes les semaines, se livraient avec ardeur à l'étude de l'art militaire et paraient de temps à autre dans les rues, bannières déployées, musique en tête. Ils étaient quelquefois cinq ou six cents; leur tenue militaire, leur bonne mine et leurs chants patriotiques étaient pour les Canadiens un sujet d'orgueil et d'espérance.

Malheureusement ils n'avaient pas d'armes, et c'était bien là ce qui les préoccupait le plus. Ils avaient tout ce qu'il fallait pour être de bons soldats excepté des armes, ils se demandaient ce qu'ils pourraient faire avec des bâtons et une centaine de fusils à pierre. Il fut question, pendant quelque temps, d'acheter des armes aux Etats-Unis, mais M. Papineau combattit cette idée.

Toutefois leurs pacifiques démonstrations n'en produisirent pas moins d'émoi parmi les bureaucrates. Un soir, la veille de la grande assemblée de St. Charles, ils parèrent en grand nombre sur le Coteau Barron, à l'endroit maintenant occupé par MM. Lacroix et Dorion. Ils étaient mille à douze cents hommes, mais les yeux des bureaucrates, grossis par la peur et la colère, en virent plusieurs milliers; une armée de Vandales descendant sur Montréal n'aurait pas produit plus d'effet. Messieurs les Anglais, leurs épouses et leurs enfants ne dormirent pas de la nuit.

Le lendemain et les jours suivants, ce fut un déluge d'injures, d'imprécations et de menaces contre les Fils de la liberté qu'on vouait aux gémonies, à tous les dieux de l'enfer. Les journaux anglais publièrent des écrits et des correspondances où on faisait les appels les plus échevelés au fanatisme de la population anglaise.

"Où sont donc les carabins," s'écriait dans le *Herald* un correspondant, "où est la garde aux marches de

"hache? où est ce Doric Club qu'on avait l'habitude de voir chaque fois qu'il s'agissait de défendre la constitution et l'honneur britannique? Jusques à quand laisserons-nous faire ces scélérats révolutionnaires."

Messieurs les Anglais ont la parole rude, il paraît, en temps de révolution; tous les jours ils avaient de pareils aménités à l'adresse des Canadiens et surtout des Fils de la liberté. Pourtant, si c'était un si grand crime de s'assembler, de passer des résolutions énergiques, et de parader dans les rues, ils étaient coupables de ce crime autant que les Fils de la liberté, et même davantage, car ils ne se gênaient pas eux de porter des armes et de provoquer l'émeute et le désordre par leurs menaces et leurs imprécations. Les Fils de la liberté heureusement ne répondaient à ces provocations que par le mépris; plusieurs fois, par exemple, les chefs eurent de la misère à les empêcher de se ruer contre leurs insulteurs.

Les Anglais avaient une association qui répondait à celle des Fils de la liberté, mais une association secrète composée de grands Ecosais et de jeunes gens bien fait qui s'étaient distingués déjà dans les émeutes. Ils n'étaient pas pressés de se mesurer avec les Fils de la liberté, mais les appels sanguinaires des bureaucrates finirent par produire leurs fruits et les membres du *Doric Club* crurent qu'ils devaient frapper un grand coup.

Les Fils de la liberté devaient s'assembler, le six novembre, ainsi qu'ils avaient l'habitude de le faire, le premier lundi de chaque mois. Comme ils avaient l'intention de s'ajourner jusqu'au mois de mai suivant, ils voulurent que leur dernière réunion eût un grand succès, et pour montrer qu'ils n'avaient rien à craindre ni à cacher, ils annoncèrent que l'assemblée aurait lieu au cœur de la ville, dans une grande cour de la rue St. Jacques, à côté de l'endroit où se trouve maintenant l'hôtel Ottawa.

Les membres du *Doric Club* crurent que le moment d'agir était arrivé. Ils firent afficher partout des placards dans lesquels on disait qu'il fallait *écraser la rébellion à sa naissance*; on invitait les loyaux à se réunir, le même jour à la Place d'Armes.

Les magistrats effrayés ne savaient que faire pour éviter la lutte qui se préparait. MM. Brown et Ouimet les avertirent que rien n'empêcherait leur assemblée d'avoir lieu. "C'est notre droit, dirent-ils, et nous ne l'abandonnerons pas sous le coup des menaces; ce n'est pas nous qui créons le désordre et commencerons la bagarre, contrôlez vos gens comme nous saurons contrôler nos amis; pour montrer notre désir de garder la paix, nous n'aurons ni musique ni drapeaux, nous nous réunirons sans armes comme citoyens et nous nous séparerons paisiblement, si nous ne sommes pas attaqués."

Une grande agitation régna dans la ville toute la journée du samedi et du dimanche.

Le lundi, vers midi, les rues de la ville étaient animées et remplies de groupes nombreux. C'étaient, outre beaucoup de curieux, les Fils de la liberté et les membres du *Doric Club* qui se rendaient, les premiers, à leur lieu de réunion sur la rue St. Jacques, et les autres sur la Place d'Armes.

Les Fils de la liberté furent tous fidèles au rendez-vous; ils s'y trouvèrent en grand nombre.

Plusieurs résolutions furent adoptées, et des discours vigoureux furent prononcés par messieurs Brown et Edouard Rodier. M. Edouard Rodier, qui était l'orateur le plus populaire et le plus entraînant de l'époque